

Art. 23. Artikel 350, § 1, derde lid, van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode en artikel 280, § 1, derde lid, van het besluit van de Waalse Regering van 5 december 2008 tot vaststelling van het administratieve en bezoldigingsstatuut van het personeel van "Wallonie-Bruxelles international", zoals vervangen door de artikelen 10 en 21 van dit besluit, houden op uitwerking te hebben op 1 juli 2023.

Art. 24. Ter gelegenheid van de eerste toepassing van de bij dit besluit ingevoerde bepalingen, kunnen de kandidaten die niet geslaagd zijn voor het examen bedoeld in artikel 341/7, § 3, eerste lid, van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode en in artikel 271/7, § 3, lid 1, van het besluit van de Waalse Regering van 5 december 2008 tot vaststelling van het administratieve en bezoldigingsstatuut van het personeel van "Wallonie-Bruxelles international", in afwijking van de artikelen 341/7, § 3, vijfde lid, en 271/7, § 3, vijfde lid, van dezelfde besluiten, dit examen opnieuw afleggen binnen een termijn van minder dan 6 maanden.

Art. 25. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 26. De Minister van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 20 mei 2021.

Voor de Waalse Regering :

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging, belast met Kinderbijslag,
Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,
V. DE BUE

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2021/31584]

27 MAI 2021. — Arrêté du Gouvernement wallon portant des dispositions diverses relatives à l'organisation de l'évaluation continue, aux examens et aux cours ainsi qu'aux conventions de stage du Réseau IFAPME dans le cadre de la gestion de la crise COVID-19

RAPPORT AU GOUVERNEMENT

La crise sanitaire liée au coronavirus a fortement impacté les activités de formation de l'IFAPME qui a été amené à ajuster l'organisation de la fin de l'année de formation.

Le 1^{er} avril 2021, le Gouvernement wallon a adopté en première lecture le projet d'arrêté du Gouvernement wallon portant des dispositions diverses relatives à l'organisation de l'évaluation continue, aux examens et aux cours ainsi qu'aux conventions de stage du Réseau IFAPME dans le cadre de la gestion de la crise COVID-19.

L'avis LEGISA a été réceptionné le 12 avril sous le n°1859.

Le projet d'arrêté a été soumis à l'avis du Conseil d'État le 12 avril 2021 qui a rendu son avis le 7 mai 2021 sous le n°69.245/2.

Le projet d'arrêté a également été soumis à l'avis conforme du Collège de la Commission communautaire française, tel que requis à l'article 5, § 1^{er} et à l'article 8, § 1^{er} de l'accord de coopération, conclu le 20 février 1995, relatif à la Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises et la tutelle de l'Institut de Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises, par la Commission communautaire française, la Communauté française et la Région wallonne.

Le 22 avril 2021, le Collège de la Commission communautaire française a émis un avis favorable sur le projet d'arrêté.

Préambule

Considérant la qualification de l'OMS du coronavirus COVID-19 comme une pandémie en date du 11 mars 2020 ;

Considérant la déclaration de l'OMS sur les caractéristiques du coronavirus COVID-19, en particulier sur sa forte contagiosité, son risque de mortalité et le nombre de cas détectés ;

Considérant la propagation du coronavirus COVID-19 sur le territoire européen et en Belgique ;

Considérant l'urgence et le risque sanitaire que présente le coronavirus COVID-19 pour la population belge ;

Considérant l'arrêté ministériel du 28 octobre 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19 qui vise notamment à restreindre les déplacements et à limiter les contacts sociaux ;

Considérant l'impact de la crise sanitaire sur les cours organisés par les centres agréés de formation de l'Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises, lesquels ont dû suspendre en partie les cours en présentiel ;

Considérant que l'Institut a notamment assuré la continuité du service par la mise en place d'un dispositif de formation et de suivi à distance dans les centres agréés de formation afin d'assurer la continuité de l'apprentissage ;

Considérant la nécessité d'organiser les évaluations de l'année de formation 2019-2020, qui ont dû être reportées compte tenu de l'application des mesures sanitaires ;

Considérant l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 71 du 18 décembre 2020 portant des dispositions diverses relatives à l'organisation de l'évaluation continue, aux examens et aux cours du réseau IFAPME en raison du COVID-19 ;

Considérant qu'il est impératif de régler l'organisation pratique de la fin de l'année de formation 2020-2021 dans le respect des mesures sanitaires ;

Considérant que la crise sanitaire du coronavirus COVID-19, outre les mesures déjà prises pour assurer une continuité de services durant l'année de formation 2019-2020, nécessite également de prévoir également des modalités spécifiques d'organisation des cours et des activités d'apprentissage pour l'année de formation 2020-2021 et d'adapter les exigences en matière de présence aux cours et en entreprise, de pratique professionnelle, d'évaluation et de sanction de la formation ;

Considérant que la crise sanitaire du coronavirus COVID-19 a fortement impacté certains secteurs d'activité, qu'il est nécessaire de proposer aux apprenants et auditeurs particulièrement touchés des cours complémentaires de pratique professionnelle ainsi qu'un temps supplémentaire pour préparer leur examen pratique ;

Considérant que la pratique en entreprise reste incontournable pour certaines formations ;

Considérant qu'il convient de garantir le principe d'égalité, de préserver la sécurité juridique et de prendre des mesures qui visent à ce qu'aucun apprenant ou auditeur ne soit entravé ni dans l'exercice de ses droits ni dans l'accomplissement de ses obligations du fait des impacts de la crise sanitaire ;

Considérant la nécessité d'informer le plus rapidement possible les apprenants et auditeurs ainsi que les centres de formation agréés des nouvelles modalités proposées par le présent arrêté afin de leur permettre de s'organiser au mieux ;

Chapitre 1^{er} – Définitions

L'article 1^{er} précise que le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 127 de celle-ci.

L'article 2 reprend plusieurs définitions dont la nouvelle définition de l'apprenant régulier à la recherche d'une entreprise de formation reprise à l'alinéa 5°. Cette nouvelle dénomination remplace la dénomination précédente de candidat à l'alternance.

Chapitre 2. Dérogations à l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 août 2000 relatif à l'évaluation continue et aux examens dans la formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises

Section 1. Dispositions communes

L'article 3 précise que l'auditeur régulier est l'auditeur qui a suivi au moins 2/3 des leçons organisées jusqu'au 13 mars 2020, date du premier confinement, pour l'année de formation 2019-2020.

L'article 4 prévoit, pour les deux années de formation, que les examens peuvent être organisés à distance si la situation sanitaire le nécessite, si les modalités pratiques le permettent et après avis favorable du conseiller pédagogique pour toute formation concernée et pour tout centre de formation agréé.

L'article 5 indique que, pour les deux années de formation, c'est l'Institut qui établit la liste des formations dans les métiers impactés par la crise coronavirus COVID-19 pour lesquels le passage de l'examen C et des évaluations des Unités d'acquis d'apprentissage peut être organisé en dehors des délais prévus dans l'arrêté évaluation.

Section 2. Evaluation de fin d'apprentissage

L'article 6 précise, pour l'année de formation 2020-2021, que les évaluations des connaissances générales, des connaissances professionnelles et des connaissances intégrées sont organisées sur les matières dispensées en présentiel ou à distance.

L'article 7 prévoit que les examens C et les évaluations des Unités d'Acquis d'Apprentissage (EUAA) peuvent se dérouler jusqu'au 30 novembre 2021.

L'article 8 reprend l'auditeur régulier et l'apprenant régulier qui peut être inscrit à l'examen C, dont l'apprenant régulier à la recherche d'une entreprise de formation.

L'article 9 prévoit, pour les deux années de formation, concernant les délibérations, que la réunion du conseil des formateurs se tient en présentiel ou à distance et qu'elle se tient au plus tard le 30 novembre 2021. Le conseil des formateurs décide soit de la réussite, soit de la seconde session, soit, sur la base d'un avis motivé détaillé, de l'échec de l'apprenant. La commissions de tutelle se tient après les conseils de formateurs et au plus tard le 15 décembre 2021.

Section 3. Evaluation en cours d'apprentissage

L'article 10 prévoit, pour l'année de formation 2020-2021, que les première et seconde sessions pour les examens de connaissances générales (A), de connaissances professionnelles (B) et de connaissances intégrées (I) peuvent être organisées jusqu'au 30 septembre 2021 et portent sur les matières dispensées en présentiel et à distance.

L'article 11 prévoit, pour l'année de formation 2020-2021, concernant les délibérations, que la réunion du conseil des formateurs se tient en présentiel ou à distance et qu'elle se tient au plus tard le 30 novembre 2021. Le conseil des formateurs décide soit de l'admission de l'apprenant dans l'année supérieure, avec recommandation ou non, soit du refus de son passage dans l'année supérieure sur la base d'un avis motivé détaillé.

L'article 12 indique la commission de tutelle se tient à présentiel ou à distance et au plus tard le 15 décembre 2021.

Section 4. Evaluation de fin de formation de chef d'entreprise

L'article 13 prévoit, pour l'année de formation 2019-2020, que les évaluations de connaissances de gestion (A), des connaissances professionnelles (B) et des connaissances intégrées (I) sont organisées en présentiel ou à distance.

L'article 14 prévoit, pour l'année de formation 2020-2021, que les examens C et les évaluations des Unités d'Acquis d'Apprentissage (EUAA) se déroulent jusqu'au 30 novembre 2021. Pour l'année 2020-2021, il prévoit que les examens A, B, I se déroulent jusqu'au 30 septembre 2021 et que les sessions pour l'examen C de fin de formation et les évaluations des Unités d'acquis d'apprentissage se déroulent jusqu'au 30 novembre 2021. Par contre, pour les formations dans un métier « déconfiné » après la date de publication du présent arrêté, il prévoit que l'examen C et les évaluations des Unités d'acquis d'apprentissage pourront se dérouler dans les six mois à dater du déconfinement. Cette disposition particulière est prise à titre conservatoire.

L'article 15 prévoit, pour les deux années de formation, que le centre de formation agréé inscrit à l'examen C le candidat qui justifie d'une expérience pratique suffisante conformément aux conditions et modalités fixées par l'Institut. Dans certains cas, en effet, les exigences de stage de 250H par année et de 500H au total reprises dans les référentiels de formation ont été adaptées en raison de la fermeture du secteur concerné.

L'article 16 indique, pour les deux années de formation, concernant les délibérations, que la réunion du conseil des formateurs se tient en présentiel ou à distance au plus tard le 30 novembre 2021. Le conseil des formateurs décide soit de la réussite, soit de la seconde session, soit, sur la base d'un avis motivé détaillé, de l'échec de l'auditeur. La commissions de tutelle se tient après la réunion du conseil des formateurs, en présentiel ou à distance, et au plus tard le 15 décembre 2021.

Section 5. Evaluation en cours de formation de chef d'entreprise

L'article 17 prévoit, pour l'année de formation 2020-2021, que les première et seconde sessions se déroulent jusqu'au 30 septembre 2021.

L'article 18 prévoit, pour l'année de formation 2020-2021, que les évaluations sont organisées sur les matières dispensées en présentiel ou à distance.

L'article 19 prévoit, pour l'année de formation 2020-2021, concernant les délibérations, que la réunion du conseil des formateurs se tient en présentiel ou à distance et qu'elle se tient au plus tard le 30 novembre 2021. Le conseil des formateurs décide soit de l'admission de l'auditeur dans l'année supérieure, avec recommandation ou non, soit d'une deuxième session, soit de son refus de passage dans l'année supérieure sur la base d'un avis motivé détaillé.

Chapitre 3. Dérogations à l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 août 2000 relatif aux cours de formation dans la formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises

L'article 20 rappelle que les cours peuvent être organisés en présentiel et à distance, et que les mesures garantissent l'accès à ces cours à tous les apprenants concernés.

Les articles 21 et 22 précisent que, pour les deux années de formation, tant en apprentissage qu'en formation de chef d'entreprise, le centre agréé de formation organise en présentiel des cours de pratique professionnelle additionnelle pour les métiers déterminés par l'Institut.

Chapitre 4. Dérogations à l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 juillet 1998 relatif à la convention de stage dans la formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises

L'article 23 indique que, lorsque l'année de formation 2020-2021 se termine au-delà du 30 septembre 2021, le passage au barème supérieur ne peut être réalisé qu'après la décision du conseil des formateurs.

Chapitre 5. Dispositions modificatives

L'article 24 reprend l'apprenant et l'auditeur régulier pour lequel le Centre organise l'évaluation de fin d'apprentissage, dont l'apprenant régulier à la recherche d'une entreprise de formation.

L'article 25 reprend l'apprenant et l'auditeur régulier pour lequel le Centre organise l'évaluation annuelle, dont l'apprenant régulier à la recherche d'une entreprise de formation.

Chapitre 6. Dispositions abrogatoires

L'article 26 abroge les articles « permanents » 1 à 4, 6 à 9, 11 et 12, 14 à 18 et 20 à 24 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 juin 2020 portant des dispositions diverses relatives à l'organisation de l'évaluation continue, aux examens et aux cours ainsi qu'aux conventions de stage du réseau IFAPME pour l'année de formation 2019-2020 en raison du COVID-10.

Chapitre 7. Dispositions finales

L'article 27 prévoit que l'arrêté du Gouvernement wallon produit ses effets dès le 1^{er} septembre 2020 jusqu'au 31 décembre 2021, à l'exception des dispositions relatives à l'année de formation 2019-2020 qui entrent en vigueur le 1^{er} décembre 2021 jusqu'au 31 décembre 2021.

Une dérogation est également prévue pour les articles 14, alinéa 3, et 16, alinéa 3, quant à la durée afin de permettre le déroulement des examens et la tenue de la commission de tutelle au-delà du 31 décembre 2021 pour les formations dans les métiers qui ont été confinés durant une longue période.

Conseil d'État
Section de législation

Avis 69.245/2 du 7 mai 2021 sur un projet d'arrêté du Gouvernement wallon 'portant des dispositions diverses relatives à l'organisation de l'évaluation continue, aux examens et aux cours ainsi qu'aux conventions de stage du Réseau IFAPME dans le cadre de la gestion de la crise COVID-19'

Le 12 avril 2021, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Vice-Président et Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences de la Région wallonne à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté du Gouvernement wallon 'portant des dispositions diverses relatives à l'organisation de l'évaluation continue, aux examens et aux cours ainsi qu'aux conventions de stage du Réseau IFAPME dans le cadre de la gestion de la crise COVID-19'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre le 7 mai 2021. La chambre était composée de Pierre Vandernoot, président de chambre, Patrick Ronvaux et Christine Horevoets, conseillers d'État, Jacques Englebert, assesseur, et Esther Conti, greffier assumé.

Le rapport a été présenté par Roger Wimmer, premier auditeur.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 7 mai 2021.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

Formalités préalables

L'avis du Conseil d'État est sollicité parallèlement à l'avis conforme du Collège de la Commission communautaire française.

Si, à la suite de cette dernière consultation, le projet devait être modifié sur des points autres que de pure forme et indépendants de ceux ayant fait l'objet d'observations dans le présent avis, il devra à nouveau être soumis à la section de législation.

Observations générales

1. Le projet tend à « modifier » l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 juillet 1998 'relatif à la convention de stage dans la formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises' (chapitre IV, article 26 en projet), l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 août 2000 'relatif aux cours de formation dans la formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises' (chapitre III, articles 23 à 25 en projet) et l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 août 2000 'relatif à l'évaluation continue et aux examens dans la formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises' (chapitre II, articles 2 à 22 en projet).

La plupart des dispositions du projet prévoient des dérogations temporaires soit tant pour l'année de formation 2019-2020 que pour l'année de formation 2020-2021 (articles 2, 3, 5, 7 à 10, 16 à 19, 24 et 25), soit uniquement pour l'année de formation 2020-2021 (articles 6, 11 à 14, 20 à 22 et 26). Les autres dérogations ne se limitent pas à une année de formation (articles 4, 15 et 23).

Le projet est appelé à produire ses effets au 1^{er} septembre 2020, c'est-à-dire au début de l'année de formation 2020-2021, à l'exception des articles 2, alinéa 1^{er}, 7, alinéa 1^{er}, et 16, alinéa 1^{er}, qui produisent leurs effets au 1^{er} janvier 2021.

2. L'arrêté du Gouvernement wallon du 19 juin 2020 'portant des dispositions diverses relatives à l'organisation de l'évaluation continue, aux examens et aux cours ainsi qu'aux conventions de stage du réseau IFAPME pour l'année de formation 2019-2020 en raison du COVID-19' contient déjà une série de dérogations aux trois arrêtés du Gouvernement wallon précités.

Cet arrêté est entré en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*, à savoir le 6 juillet 2020, à l'exception des articles 5, 10, 13 et 19, qui ont produit leurs effets du 14 mars 2020 au 31 décembre 2020 (article 25).

Dans cet arrêté, soit il est expressément précisé que ces dérogations valent uniquement pour l'année de formation 2019-2020 (articles 2, 8, 15, 16 et 22 à 24), soit il découle de la rédaction du texte-même que les dérogations valent uniquement pour l'année de formation 2019-2020 (5 à 7, 9 à 14 et 17 à 20).

Cependant, cet arrêté du 19 juin 2020 contient également des dispositions permanentes.

Tel est le cas des articles 3 et 21, selon lesquels les cours et les examens A, B et I peuvent être organisés à distance. Tel est également le cas de l'article 4, qui a remplacé l'article 5, § 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 août 2000 'relatif à l'évaluation continue et aux examens dans la formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises'.

Certes, selon son intitulé, l'arrêté du 19 juin 2020 porte « des dispositions diverses [...] pour l'année de formation 2019-2020 en raison du COVID-19 » (1). Néanmoins, contrairement aux règles du dispositif, l'intitulé de l'acte n'a pas de portée normative. Dès lors, en cas de contradiction entre l'intitulé de l'acte et une règle du dispositif, cette dernière prime (2).

Il résulte de ce qui précède que les articles 3, alinéa 1^{er}, 5 et 23 du projet, qui reproduisent partiellement les articles 3, 4 et 21 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 juin 2020, doivent être revus.

3. Comme il a été rappelé ci-dessus, les articles 2, alinéa 1^{er}, 3, *partim*, 5, *partim*, 7, alinéa 1^{er}, 8, *partim*, 9, *partim*, 10, *partim*, 16, alinéa 1^{er}, 17, *partim*, 18, *partim*, 19, *partim*, 24, *partim* et 25, *partim* du projet prévoient à nouveau des dérogations temporaires pour l'année de formation 2019-2020.

Ces dispositions sont soit identiques à celles qui figurent déjà dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 juin 2020 (3), soit ont pour effet de modifier implicitement celles-ci (4). En conséquence, les premières sont inutiles et doivent être omises et les secondes doivent être rédigées sous la forme de dispositions modificatives de l'arrêté du 19 juin 2020.

Observations particulières

Préambule

1. Le projet trouve son fondement juridique dans les articles 5, § 1^{er}, 4^o, et 8, § 1^{er}, 4^o, et § 2, 1^o, de l'accord de coopération conclu le 20 février 1995 par la Commission communautaire française, la Communauté française et la Région wallonne 'relatif à la Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises et à la tutelle de l'Institut de formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises'.

Il convient donc de compléter l'alinéa 1^{er} sur ce point.

2. Il ressort du dossier transmis à la section de législation que l'Inspecteur des Finances a donné son avis le 29 mars 2021 et le Ministre du Budget, son accord le 1^{er} avril 2021.

Par conséquent, il convient de mentionner l'accomplissement de ces formalités au préambule.

3. Les alinéas 10 à 23 trouveraient mieux leur place dans le rapport au Gouvernement.

Dispositif

Article 2

L'article 1^{er}, 6^o, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 août 2000 'relatif à l'évaluation continue et aux examens dans la formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises' précise que l'« auditeur régulier » est celui qui a suivi effectivement au moins 2/3 des leçons organisées au cours de l'année de formation.

L'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 71 du 18 décembre 2020 'portant des dispositions diverses relatives à l'organisation de l'évaluation continue, aux examens et aux cours du réseau IFAPME en raison du COVID-19' y a ajouté la phrase suivante :

« En cas de suspension des cours, due aux mesures prises dans le cadre de la pandémie du COVID-19, la période de suspension n'est pas prise en compte dans le calcul des deux tiers ».

Cet arrêté de pouvoirs spéciaux n° 71 qui fait l'objet d'un projet de décret de confirmation (5), a produit ses effets du 1^{er} septembre 2020 jusqu'au 31 mars 2021.

Il suit de ce qui précède que l'alinéa 1^{er} de la disposition à l'examen doit être omis, comme cela est rappelé dans l'observation générale n° 3, et que l'alinéa 2 doit être adapté.

Articles 3, 5 et 7 à 10

Il est renvoyé à l'observation générale n° 3.

Article 11

Dans son avis n° 67.418/2, la section de législation a précisé ce qui suit (6) :

« L'article 4 est la seule disposition du projet se présentant comme modificative d'un arrêté existant.

Même s'il résulte de l'article 25 du projet que le 4^o inséré par l'article 4 à l'article 5, § 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 août 2000 'relatif à l'évaluation continue et aux examens dans la formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises' (ci-après : l'arrêté évaluation) disparaîtra de l'ordre juridique le 31 décembre 2020, il serait plus clair, à l'instar des autres dispositions du projet, de rédiger cet article 4 de manière autonome comme conférant au Centre de formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises la compétence d'organiser également l'évaluation de fin d'apprentissage pour 'le candidat à l'alternance', outre les compétences qui lui sont attribuées par l'article 5, § 1^{er}, de l'arrêté évaluation.

La définition donnée à cette dernière notion par l'article 1^{er}, 5^o, du projet vaudra en conséquence pour l'article 4 ainsi conçu, ce qui ne serait pas le cas si le 4^o nouveau était inséré dans l'article 5, § 1^{er}, [de l'arrêté évaluation], ainsi que l'envisage la disposition à l'examen ».

La même observation vaut *mutatis mutandis* pour l'article 11 du projet.

Articles 16 à 19, 24 et 25

Il est renvoyé à l'observation générale n° 3.

Article 27

Cet article prévoit que l'arrêté en projet produit ses effets au 1^{er} septembre 2020, à l'exception des articles 2, alinéa 1^{er}, 7, alinéa 1^{er}, et 16, alinéa 1^{er}, qui produisent leurs effets au 1^{er} janvier 2021.

Il est rappelé que la non-rétroactivité des actes administratifs est de règle, en vertu d'un principe général de droit. La rétroactivité peut toutefois être justifiée si elle est autorisée par la loi. En l'absence d'autorisation légale, elle ne peut être admise qu'à titre exceptionnel, lorsqu'elle est nécessaire, notamment, à la continuité du service public ou à la régularisation d'une situation de fait ou de droit et pour autant qu'elle respecte les exigences de la sécurité juridique et les droits individuels.

L'auteur du projet doit s'assurer que la justification de la rétroactivité pour ces dispositions entre dans l'une des hypothèses mentionnées ci-avant.

Le greffier
Esther Conti
Le président
Pierre Vandernoot

Notes

(1) L'article 25 du projet, qui a donné lieu à l'avis de la section de législation n° 67.418/2 donné le 25 mai 2020 sur un projet devenu l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 juin 2020 'portant des dispositions diverses relatives à l'organisation de l'évaluation continue, aux examens et aux cours ainsi qu'aux conventions de stage du réseau IFAPME pour l'année de formation 2019-2020 en raison du COVID 19', (<http://www.raadvst.consetat.be/dbx/avis/67418>) précisait quant à lui ce qui suit :

« Les articles 2 à 23 du présent arrêté produisent leurs effets du 18 mai 2020 au 31 décembre 2020.

L'article 24 produit ses effets jusqu'au 15 décembre 2020 ».

(2) Principes de technique législative – Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires, <http://www.conseildetat.be>, onglet « Technique législative », recommandation n° 13.

(3) Comme par exemple, les articles 2, alinéas 1^{er}, 9, et 18 du projet, qui reproduisent le contenu des articles 2, 8, alinéa 1^{er}, et 16, alinéa 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 juin 2020 'portant des dispositions diverses relatives à l'organisation de l'évaluation continue, aux examens et aux cours ainsi qu'aux conventions de stage du réseau IFAPME pour l'année de formation 2019-2020 en raison du COVID 19'.

(4) Comme par exemple, les articles 7, alinéa 1^{er}, 10, 16, alinéa 1^{er}, et 19 du projet qui modifie implicitement les articles 6, b), 9, 14, b), et 17 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 juin 2020 'portant des dispositions diverses relatives à l'organisation de l'évaluation continue, aux examens et aux cours ainsi qu'aux conventions de stage du réseau IFAPME pour l'année de formation 2019-2020 en raison du COVID 19'.

(5) Voir l'article 4 du projet de décret 'portant confirmation des arrêtés du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux pris dans le cadre de la gestion de la crise sanitaire lors de la deuxième vague du Covid 19 pour les matières visées à l'article 138 de la Constitution' (Doc. parl., Parl. wall., 2020 2021, n° 543/1, p. 16).

(6) Avis n° 67.418/2 donné le 25 mai 2020 sur un projet devenu l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 juin 2020 'portant des dispositions diverses relatives à l'organisation de l'évaluation continue, aux examens et aux cours ainsi qu'aux conventions de stage du réseau IFAPME pour l'année de formation 2019 2020 en raison du COVID-19'.

27 MAI 2021. — Arrêté du Gouvernement wallon portant des dispositions diverses relatives à l'organisation de l'évaluation continue, aux examens et aux cours ainsi qu'aux conventions de stage du Réseau IFAPME dans le cadre de la gestion de la crise COVID-19

Le Gouvernement wallon,

Vu l'accord de coopération conclu le 20 février 1995 par la Commission communautaire française, la Communauté française et la Région wallonne, relatif à la formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises et à la tutelle de l'Institut de Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises, modifié par les avenants du 4 juin 2003 et du 27 mars 2014, articles 5, § 1^{er}, 4^o, et 8, § 1^{er}, 4^o, et § 2, 1^o ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 juillet 1998 relatif à la convention de stage dans la formation permanente des Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 août 2000 relatif à l'évaluation continue et aux examens dans la formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 août 2000 relatif aux cours de formation dans la formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 juin 2020 portant des dispositions diverses relatives à l'organisation de l'évaluation continue, aux examens et aux cours ainsi qu'aux conventions de stage du réseau IFAPME pour l'année de formation 2019-2020 en raison du COVID-19 ;

Vu le rapport genre du 16 mars 2021 établi conformément à l'article 4, 2^o, du décret du 3 mars 2016 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales, pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution ;

Vu l'avis favorable du Comité de gestion de l'IFPAME, donné le 24 mars 2021 ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 29 mars 2021 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 1^{er} avril 2021 ;

Vu l'avis conforme du Collège de la Commission communautaire française, donné le 22 avril 2021 ;

Vu l'avis n° 69.245/2 du Conseil d'Etat, donné le 7 mai 2021, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur proposition du Ministre de l'IFAPME ;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Définitions

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 127 de celle-ci.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1° le centre de formation agréé : le centre de formation visé par l'article 2, 12°, du décret du 17 juillet 2003 portant constitution d'un Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises ;

2° l'arrêté évaluation : l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 août 2000 relatif à l'évaluation continue et aux examens dans la formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises ;

3° l'arrêté cours : l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 août 2000 relatif aux cours de formation dans la formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises ;

4° l'Institut : l'Institut créé en vertu du décret du 17 juillet 2003 portant constitution d'un Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises ;

5° l'apprenant régulier à la recherche d'une entreprise de formation : l'apprenant qui suit les cours de connaissances générales et les cours de connaissances professionnelles ou qui suit les cours de connaissances intégrées en centre de formation agréé et qui est en recherche de la conclusion d'un contrat d'alternance.

CHAPITRE II. — Dérégations à l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 août 2000 relatif à l'évaluation continue et aux examens dans la formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises

Section 1 — Dispositions communes

Art. 3. Pour l'année de formation 2019-2020, l'auditeur régulier visé à l'article 1, 6°, de l'arrêté évaluation est l'auditeur qui a suivi au moins deux tiers des leçons organisées jusqu'au 13 mars 2020.

Art. 4. Pour les années de formation 2019-2020 et 2020-2021, les examens visés à l'article 4, alinéa 2, de l'arrêté évaluation peuvent être organisés à distance si la situation sanitaire le nécessite, si les modalités pratiques le permettent et après avis favorable du conseiller pédagogique pour toute formation concernée et pour tout centre de formation agréé.

Art. 5. Pour les années de formation 2019-2020 et 2020-2021, l'Institut établit la liste des formations dans les métiers impactés par la crise sanitaire COVID-19 pour lesquelles le passage de l'examen C et des évaluations des Unités d'acquis d'apprentissage peut être organisé en dehors des délais prévus dans l'arrêté évaluation.

Section 2 — Evaluation de fin d'apprentissage

Art. 6. Pour l'année de formation 2020-2021, les évaluations des connaissances générales, des connaissances professionnelles et des connaissances intégrées visées à l'article 6 de l'arrêté évaluation sont organisées sur les matières dispensées en présentiel ou à distance.

Art. 7. Pour l'année de formation 2019-2020, par dérogation à l'article 7 de l'arrêté évaluation, les sessions pour les examens C et les évaluations des Unités d'acquis d'apprentissage qui ont été reportées, compte tenu de la crise sanitaire COVID-19, se déroulent jusqu'au 30 novembre 2021.

Pour l'année de formation 2020-2021, par dérogation à l'article 7 de l'arrêté évaluation :

1° les première et seconde sessions pour les examens A, B et I se déroulent jusqu'au 30 septembre 2021 ;

2° les sessions pour les examens C et les évaluations des Unités d'acquis d'apprentissage se déroulent jusqu'au 30 novembre 2021.

Art. 8. Pour les années de formation 2019-2020 et 2020-2021, par dérogation à l'article 8, § 2, de l'arrêté évaluation, le Centre inscrit à l'examen C :

1° l'auditeur régulier inscrit en dernière année de formation ;

2° l'auditeur régulier visé à l'article 5, § 1^{er}, 3°, de l'arrêté évaluation ;

3° l'apprenant régulier à la recherche d'une entreprise de formation.

Art. 9. Pour les années de formation 2019-2020 et 2020-2021, la réunion du conseil des formateurs visée à l'article 13 de l'arrêté évaluation se tient en présentiel ou à distance. Concernant la sanction de la formation, le conseil des formateurs décide soit de la réussite, soit de la seconde session, soit, sur la base d'un avis motivé détaillé, de l'échec de l'apprenant.

Il se réunit au plus tard le 30 novembre 2021.

Après la réunion du conseil des formateurs, la réunion de la commission de tutelle visée à l'article 19 de l'arrêté évaluation se tient en présentiel ou à distance et ce, au plus tard le 15 décembre 2021.

Section 3 — Evaluation en cours d'apprentissage

Art. 10. Pour l'année de formation 2020-2021, les évaluations des connaissances générales, des connaissances professionnelles et des connaissances intégrées visées à l'article 16 de l'arrêté évaluation sont organisées sur les matières dispensées en présentiel ou à distance.

Par dérogation à l'article 16 de l'arrêté évaluation, les première et seconde sessions pour les examens A, B et I se déroulent jusqu'au 30 septembre 2021.

Art. 11. Pour l'année de formation 2020-2021, la réunion du conseil des formateurs visée à l'article 18 de l'arrêté évaluation se tient en présentiel ou à distance.

Le conseil des formateurs décide soit de l'admission de l'apprenant dans l'année supérieure, avec recommandation ou non, soit du refus de son passage dans l'année supérieure sur la base d'un avis motivé détaillé.

Il se réunit au plus tard le 30 novembre 2021.

Art. 12. Pour l'année de formation 2020-2021, la réunion de la commission de tutelle visée à l'article 19 de l'arrêté évaluation se tient en présentiel ou à distance.

Par dérogation à l'article 19 de l'arrêté évaluation, la réunion de la commission de tutelle se tient au plus tard le 15 décembre 2021.

Section 4 — Evaluation de fin de formation de chef d'entreprise

Art. 13. Pour l'année de formation 2020-2021, les évaluations des connaissances de gestion, des connaissances professionnelles et des connaissances intégrées visées à l'article 27 de l'arrêté évaluation sont organisées en présentiel ou à distance.

Art. 14. Pour l'année de formation 2019-2020, par dérogation à l'article 28 de l'arrêté évaluation, les sessions pour les examens C et les évaluations des Unités d'acquis d'apprentissage qui ont été reportées compte tenu de la crise sanitaire COVID-19 se déroulent jusqu'au 30 novembre 2021.

Pour l'année de formation 2020-2021, pour les formations dans un métier déconfiné suite à la crise sanitaire COVID-19 après la date de publication du présent arrêté, par dérogation à l'article 28 de l'arrêté évaluation :

1° les première et seconde sessions pour les examens A, B et I se déroulent jusqu'au 30 septembre 2021 ;

2° les sessions pour les examens C et les évaluations des Unités d'acquis d'apprentissage se déroulent jusqu'au 30 novembre 2021.

Pour l'année de formation 2020-2021, pour les formations dans un métier qui est déconfiné suite à la crise sanitaire COVID-19 après la date de publication du présent arrêté, par dérogation à l'article 28 de l'arrêté évaluation :

1° les première et seconde sessions pour les examens A, B et I se déroulent jusqu'au 30 septembre 2021 ;

2° les sessions pour les examens C et les évaluations des Unités d'acquis d'apprentissage se déroulent dans les six mois à dater du déconfinement.

Art. 15. Pour les années de formation 2019-2020 et 2020-2021, par dérogation à l'article 29, § 2, de l'arrêté évaluation, en raison de la suspension des stages suite à la crise du Covid-19, le Centre inscrit à l'examen C le candidat qui justifie d'une expérience pratique suffisante conformément aux conditions et modalités fixées par l'Institut.

Art. 16. Pour les années de formation 2019-2020 et 2020-2021, la réunion du conseil des formateurs visée à l'article 34 de l'arrêté évaluation se tient en présentiel ou à distance. Concernant la sanction de la formation, le conseil des formateurs décide soit de la réussite, soit de la seconde session, soit, sur la base d'un avis motivé détaillé, de l'échec de l'auditeur.

Il se réunit au plus tard le 30 novembre 2021.

Après la réunion du conseil des formateurs visée à l'alinéa 1^{er}, la réunion de la commission de tutelle visée à l'article 19 de l'arrêté évaluation se tient en présentiel ou à distance et ce, au plus tard le 15 décembre 2021.

Pour les examens C et les évaluations des Unités d'acquis d'apprentissage organisés en application de l'article 14, alinéa 3, du présent arrêté la réunion de la commission de tutelle se tient en présentiel ou à distance dans les quinze jours qui suivent la date de l'examen C ou des évaluations des Unités d'acquis d'apprentissage.

Section 5 — Evaluation en cours de formation de chef d'entreprise

Art. 17. Pour l'année de formation 2020-2021, par dérogation à l'article 36 de l'arrêté évaluation, les première et seconde sessions pour les examens A, B et I se déroulent jusqu'au 30 septembre 2021.

Art. 18. Pour l'année de formation 2020-2021, les évaluations des connaissances de gestion, des connaissances professionnelles et des connaissances intégrées visées à l'article 37 de l'arrêté évaluation sont organisées sur les matières dispensées en présentiel ou à distance.

Art. 19. Pour l'année de formation 2020-2021, la réunion du conseil des formateurs visée à l'article 40 de l'arrêté évaluation se tient en présentiel ou à distance. Le conseil des formateurs décide soit de l'admission de l'auditeur dans l'année supérieure, avec recommandation ou non, soit d'une deuxième session, soit de son refus de passage dans l'année supérieure sur la base d'un avis motivé détaillé.

Il se réunit au plus tard le 30 novembre 2021.

Après la réunion du conseil des formateurs visée aux alinéas 1^{er} et 2, la réunion de la commission de tutelle visée à l'article 19 de l'arrêté évaluation se tient en présentiel ou à distance et ce, au plus tard le 15 décembre 2021.

CHAPITRE III. — *Dérogations à l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 août 2000 relatif aux cours de formation dans la formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises*

Art. 20. Pour les années de formation 2019-2020 et 2020-2021, les cours visés dans l'arrêté cours peuvent être organisés en présentiel ou à distance.

En cas de cours à distance, le centre de formation agréé met en place les mesures qui garantissent l'accès à ces cours à tous les apprenants concernés.

Art. 21. Pour les années de formation 2019-2020 et 2020-2021 et concernant les cours en apprentissage, le centre de formation agréé organise en présentiel des cours de pratique professionnelle additionnelle pour les métiers déterminés par l'Institut et ce, pour permettre aux apprenants de poursuivre leur apprentissage dans les années suivantes ou de préparer leur examen C ou les évaluations des Unités d'acquis d'apprentissage.

Art. 22. Pour les années de formation 2019-2020 et 2020-2021 et concernant les cours en formation de chef d'entreprise, le centre de formation agréé organise en présentiel des cours de pratique professionnelle additionnelle pour les métiers déterminés par l'Institut et ce, pour permettre aux auditeurs de poursuivre leur apprentissage ou de préparer leur examen C ou les évaluations des Unités d'acquis d'apprentissage.

CHAPITRE IV. — *Dérogations à l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 juillet 1998 relatif à la convention de stage dans la formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises*

Art. 23. Par dérogation à l'article 13, § 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 juillet 1998 relatif à la convention de stage dans la formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises, lorsque l'année de formation 2020-2021 se termine au-delà du 30 septembre 2021, le passage au barème supérieur peut uniquement être réalisé après la décision du conseil des formateurs.

CHAPITRE V. — *Dispositions modificatives*

Art. 24. Pour les années de formation 2019-2020 et 2020-2021, dans l'article 5 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 août 2000 relatif à l'évaluation continue et aux examens dans la formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises, le paragraphe 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. Le Centre organise l'évaluation de fin d'apprentissage pour :

1° l'apprenant engagé dans les liens d'un contrat d'alternance. L'évaluation a lieu pendant l'année au cours de laquelle le contrat d'alternance prend fin ;

2° l'auditeur régulier inscrit aux cours d'apprentissage qui, sans remplir la condition mentionnée au 1°, suit une formation pratique équivalente à celle du contrat d'alternance ;

3° l'auditeur régulier ajourné qui introduit une demande écrite au Centre avant le 31 janvier de l'année de l'évaluation ;

4° l'apprenant qui suit les cours de connaissances générales et les cours de connaissances professionnelles ou qui suit les cours de connaissances intégrées en centre de formation agréé et qui est en recherche de la conclusion d'un contrat d'alternance.

Concernant l'alinéa 1^{er}, l'évaluation est effectuée pendant l'année au cours de laquelle cette formation se termine. ».

Art. 25. Pour l'année de formation 2020-2021, dans l'article 15 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 août 2000 relatif aux cours de formation dans la formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises, le paragraphe 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. Le Centre organise une évaluation annuelle pour :

1° l'apprenant engagé dans les liens d'un contrat d'alternance ;

2° l'auditeur régulier inscrit aux cours d'apprentissage qui ne remplit pas la condition mentionnée au 1° ;

3° l'apprenant qui suit les cours de connaissances générales et les cours de connaissances professionnelles ou qui suit les cours de connaissances intégrées en centre de formation agréé et qui est en recherche de la conclusion d'un contrat d'alternance. ».

CHAPITRE VI. — *Dispositions abrogatoires*

Art. 26. Les articles 1 à 4, 6 à 9, 11 et 12, 14 à 18 et 20 à 24 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 juin 2020 portant des dispositions diverses relatives à l'organisation de l'évaluation continue, aux examens et aux cours ainsi qu'aux conventions de stage du réseau IFAPME pour l'année de formation 2019-2020 en raison du COVID-19 sont abrogés.

CHAPITRE VII. — *Dispositions finales*

Art. 27. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} septembre 2020 et cesse d'être en vigueur le 31 décembre 2021.

Par dérogations à l'alinéa 1^{er}, les articles 7, alinéa 1^{er}, et 14, alinéa 1^{er}, produisent leurs effets le 1^{er} décembre 2020 et cessent d'être en vigueur le 31 décembre 2021.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, les articles 14, alinéa 3, et 16, alinéa 3, produisent leurs effets le 1^{er} septembre 2020 et continuent de sortir leur effet jusqu'à l'organisation de la commission de tutelle.

Art. 28. Le Ministre qui a la formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 27 mai 2021.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique,
de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétence,

W. BORSUS

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2021/31584]

27 MEI 2021. — Besluit van de Waalse Regering betreffende diverse bepalingen betreffende de organisatie van de doorlopende evaluatie, de examens en cursussen alsook de stageovereenkomsten van het IFAPME-net in het kader van het beheer van de crisis COVID-19

VERSLAG AAN DE REGERING

De gezondheids crisis in verband met het coronavirus heeft de opleidingsactiviteiten van IFAPME sterk beïnvloed, dat de organisatie van het einde van het opleidingsjaar heeft moeten aanpassen.

Op 1 april 2021 heeft de Waalse Regering het ontwerp van besluit van de Waalse Regering betreffende diverse bepalingen betreffende de organisatie van de doorlopende evaluatie, de examens en cursussen alsook de stageovereenkomsten van het IFAPME-net in het kader van het beheer van de crisis COVID-19 in eerste lezing aangenomen.

Het advies van LEGISA werd op 12 april ontvangen onder nr. 1859.

Het ontwerp-besluit is op 12 april 2021 voor advies voorgelegd aan de Raad van State, die op 7 mei 2021 advies heeft uitgebracht onder nr. 69.245/2.

Het ontwerp-besluit werd eveneens ter instemming voorgelegd aan het College van de Franse Gemeenschapscommissie, zoals vereist in artikel 5, § 1, en in artikel 8, § 1 van de Samenwerkingsovereenkomst betreffende de Permanente Vorming van de Middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen, gesloten op 20 februari 1995 door de Franse Gemeenschapscommissie, de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest.

Op 22 april 2021 heeft het College van de Franse Gemeenschapscommissie een gunstig advies uitgebracht over het ontwerp-besluit.

Aanhef

Overwegende dat WHO op 11 maart 2020 het coronavirus COVID-19 als een pandemie gelabeld heeft;

Gelet op de verklaring van WHO in verband met de kenmerken van het coronavirus COVID-19, in het bijzonder de sterke besmettelijkheid, het sterfelijkheidsrisico en het aantal vastgestelde gevallen;

Gelet op de verspreiding van het coronavirus COVID-19 op Europees grondgebied en in België;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid en het gezondheidsrisico dat het coronavirus COVID-19 voor de Belgische bevolking inhoudt;

Gelet op het ministerieel besluit van 28 oktober 2020 houdende dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken, dat met name tot doel heeft de verplaatsingen en de sociale contacten te beperken;

Gelet op de impact van de gezondheids crisis op de cursussen georganiseerd door de erkende opleidingscentra van het "Institut wallon de formation et alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises" (Waals instituut voor alternerende opleiding zelfstandigen en kleine en middelgrote ondernemingen), die hun face-tot-face opleidingen gedeeltelijk hebben moeten stopzetten;

Overwegende dat het Instituut de continuïteit van de dienstverlening heeft gewaarborgd door in de erkende opleidingscentra een voorziening van afstandsopleiding en -opvolging op te zetten;

Gelet op de noodzaak om de beoordelingen voor het opleidingsjaar 2019-2020 te organiseren, die moesten worden uitgesteld wegens de uitvoering van gezondheidsmaatregelen;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 71 van 18 december 2020 betreffende diverse bepalingen betreffende de organisatie van de doorlopende evaluatie, de examens en cursussen van het IFAPME-net wegens COVID-19;

Overwegende dat het absoluut noodzakelijk is de praktische organisatie van het einde van het opleidingsjaar 2020-2021 te regelen in overeenstemming met de gezondheidsmaatregelen;

Overwegende dat de COVID-19- gezondheids crisis, naast de reeds genomen maatregelen om de continuïteit van de diensten tijdens het opleidingsjaar 2019-2020 te waarborgen, het ook noodzakelijk maakt te voorzien in specifieke regelingen voor de organisatie van cursussen en leeractiviteiten voor het opleidingsjaar 2020-2021, en de vereisten inzake aanwezigheid bij de cursussen en op de werkplek, beroepspraktijkvorming, evaluatie en het diploma waarmee de opleiding wordt afgesloten, aan te passen;

Overwegende dat de COVID-19- gezondheids crisis een sterke weerslag heeft gehad op bepaalde activiteitensectoren en dat het noodzakelijk is aan de leerlingen en cursisten die in het bijzonder getroffen zijn, bijkomende cursussen beroepspraktijk moeten worden aangeboden alsook extra tijd om zich voor te bereiden op hun praktijkexamen;

Overwegende dat praktijkervaring in het bedrijf voor bepaalde opleidingen van essentieel belang blijft;

Overwegende dat het gelijkheidsbeginsel en de rechtszekerheid moeten worden gewaarborgd en dat maatregelen moeten worden genomen om ervoor te zorgen dat geen enkele leerling of cursist belemmerd wordt in de uitoefening van zijn rechten of in de uitvoering van zijn verplichtingen wegens de impacten van de gezondheids crisis;

Overwegende dat de leerlingen en cursisten, alsmede de erkende opleidingscentra, zo spoedig mogelijk in kennis moeten worden gesteld van de nieuwe procedures die bij dit besluit worden voorgesteld, zodat zij zich optimaal kunnen voorbereiden;

Hoofdstuk I – Definities

Artikel 1 bepaalt dat dit besluit, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, een aangelegenheid bedoeld in artikel 127, § 1, ervan regelt.

Artikel 2 bevat verschillende definities, waaronder de nieuwe definitie van een regelmatige leerling die op zoek is naar een opleidingsbedrijf zoals bedoeld in punt 5°. Deze nieuwe definitie vervangt de vorige definitie van kandidaat voor alternerende opleiding.

Hoofdstuk 2. Afwijkingen van het besluit van de Waalse Regering van 31 augustus 2000 betreffende de doorlopende evaluatie en de examens in de permanente vorming voor de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen

Afdeling 1 - Gemeenschappelijke bepalingen

Artikel 3 bepaalt dat de regelmatige cursist, de cursist is die voor het opleidingsjaar 2019-2020 ten minste twee derde van de cursussen georganiseerd tot 13 maart 2020, datum van de eerste lockdown, heeft gevolgd.

Artikel 4 bepaalt dat de examens voor de opleidingsjaren 2019-2020 en 2020-2021 op afstand kunnen worden georganiseerd indien de gezondheidssituatie dit vereist, de praktische modaliteiten dit toelaat en na positief advies van de pedagogisch adviseur voor elke betrokken opleiding en voor elk erkend opleidingscentrum.

Artikel 5 bepaalt dat het Instituut voor de twee opleidingsjaren de lijst vaststelt van de opleidingen in de door de COVID-19- crisis getroffen beroepen waarvoor het afleggen van het C-examen en de beoordeling van de eenheden van de leerresultaten buiten de in het evaluatie-besluit vastgestelde termijnen kunnen worden georganiseerd.

Afdeling 2- Evaluatie aan het einde van de leertijd

Artikel 6 bepaalt dat de evaluaties van de algemene kennis, beroepskennis en geïntegreerde kennis, voor het opleidingsjaar 2021-2021, georganiseerd worden over de vakcursussen die face-to-face of op afstand werden verstrekt.

Artikel 7 bepaalt dat de C-examens en de beoordelingen van de eenheden van leerresultaten tot en met 30 november 2021 kunnen plaatsvinden.

In artikel 8 wordt melding gemaakt van de regelmatige cursist en de regelmatige leerling die kunnen worden ingeschreven voor het C-examen, met inbegrip van de regelmatige leerling die op zoek is naar een opleidingsbedrijf.

Artikel 9 bepaalt dat de vergadering van de raad van vormingswerkers voor de twee opleidingsjaren m.b.t. de beraadslagingen face-to-face of op afstand en uiterlijk op 30 november 2021 wordt gehouden. De raad van vormingswerkers beslist over het succes, over de tweede zitting of, op basis van een gedetailleerd met redenen omkleed advies, over het falen van de leerling. De toezichthoudende commissie wordt na de vergadering van de raad van vormingswerkers en uiterlijk op 15 december 2021 gehouden.

Afdeling 3- Evaluatie tijdens de leertijd

Artikel 10 bepaalt dat de eerste en de tweede zittingen voor de examens van algemene kennis (A), beroepskennis(B) en geïntegreerde kennis (I), voor het opleidingsjaar 2021-2021, tot en met 30 september 2021 georganiseerd worden en dat ze betrekking hebben op vakcursussen die face-to-face of op afstand werden verstrekt.

Artikel 11 bepaalt dat dat de vergadering van de raad van vormingswerkers voor de twee opleidingsjaren 2020-2021 m.b.t. de beraadslagingen face-to-face of op afstand en uiterlijk op 30 november 2021 wordt gehouden. De raad van vormingswerkers beslist over de toelating van de leerling in het hogere studiejaar met of zonder aanbeveling, of over de weigering van zijn toegang tot het hogere studiejaar op basis van een gedetailleerd met redenen omkleed advies.

Artikel 12 bepaalt dat de toezichthoudende commissie face-to-face of op afstand en uiterlijk op 15 december 2021 wordt gehouden.

Afdeling 4 – Evaluatie aan het einde van de vorming van bedrijfsleider

Artikel 13 bepaalt dat de evaluaties van de basiskennis van het bedrijfsbeheer (A), van de beroepskennis(B) en geïntegreerde kennis (I), voor het opleidingsjaar 2021-2021, face-to-face of op afstand worden georganiseerd.

Artikel 14 bepaalt dat de C-examens en de beoordelingen van de eenheden van de leerresultaten, voor het opleidingsjaar 2020-2021, tot en met 30 november 2021 zullen plaatsvinden. Voor het jaar 2020-2021 is bepaald dat de examens A, B, I tot en met 30 september 2021 zullen plaatsvinden en dat de zittingen voor het C-examen aan het einde van opleiding en de beoordelingen van de eenheden van de leerresultaten tot en met 30 november 2021 zullen plaatsvinden. Voor opleidingen in een beroep waarop, op de datum van bekendmaking van dit besluit, reeds de exitstrategie uit de COVID-19- gezondheids crisis van toepassing is, wordt daarentegen bepaald dat het examen C en de beoordelingen van de eenheden van leerresultaten kunnen plaatsvinden binnen zes maanden na de exitstrategie. Deze bijzondere bepaling is bij wijze van een conservatoire maatregel getroffen.

Artikel 15 bepaalt dat het erkende opleidingscentrum voor de twee opleidingsjaren de kandidaat die overeenkomstig de door het Instituut vastgestelde voorwaarden en modaliteiten kan aantonen dat hij over voldoende praktijkervaring beschikt, voor het examen C inschrijft. In sommige gevallen zijn de stage-eisen van 250 uren per jaar en 500 uren in totaal, zoals vastgesteld in de opleidingsnormen, aangepast vanwege de sluiting van de betrokken sector

Artikel 16 bepaalt dat dat de vergadering van de raad van vormingswerkers voor de twee opleidingsjaren m.b.t. de beraadslagingen face-to-face of op afstand en uiterlijk op 30 november 2021 wordt gehouden. De raad van vormingswerkers beslist over het succes, over de tweede zitting of, op basis van een gedetailleerd met redenen omkleed advies, over het falen van de cursist. De toezichthoudende commissie wordt face-to-face of op afstand na de vergadering van de raad van vormingswerkers en uiterlijk op 15 december 2021 gehouden.

Afdeling 5 – Evaluatie tijdens de vorming van bedrijfsleider

Artikel 17 bepaalt dat de eerste en tweede zittingen, voor het opleidingsjaar 2020-2021, tot en met 30 september 2021 georganiseerd worden.

Artikel 18 bepaalt dat de evaluaties, voor het opleidingsjaar 2021-2021, georganiseerd worden over de vakcursussen die face-to-face of op afstand werden verstrekt.

Artikel 19 bepaalt dat dat de vergadering van de raad van vormingswerkers voor de twee opleidingsjaren 2020-2021 m.b.t. de beraadslagingen face-to-face of op afstand en uiterlijk op 30 november 2021 wordt gehouden. De raad van vormingswerkers beslist over de toelating van de cursist in het hogere studiejaar met of zonder aanbeveling, over een tweede zitting of over de weigering van zijn toegang tot het hogere studiejaar op basis van een gedetailleerd met redenen omkleed advies.

Hoofdstuk 3. Afwijkingen van het besluit van de Waalse Regering van 31 augustus 2000 betreffende de vormingscursussen in de permanente vorming van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen

In artikel 20 wordt eraan herinnerd dat cursussen face-to-face of op afstand kunnen worden georganiseerd en dat maatregelen de toegang tot deze cursussen voor alle betrokken leerlingen waarborgen.

De artikelen 21 en 22 bepalen dat het erkende opleidingscentrum zowel in de leertijd als in het kader van de opleiding tot bedrijfsleider bijkomende cursussen beroepspraktijk voor de door het Instituut bepaalde beroepen face-to-face organiseert.

Hoofdstuk 4. Afwijkingen van het besluit van de Waalse Regering van 16 juli 1998 betreffende de stageovereenkomst in het kader van de permanente vorming van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen

Artikel 23 bepaalt dat de overgang naar de hogere schaal pas kan worden gemaakt na de beslissing van de raad van vormingswerkers wanneer het opleidingsjaar 2020-2021 na 30 september 2021 afloopt.

Hoofdstuk 5. - Wijzigingsbepalingen

In artikel 24 wordt melding gemaakt van de regelmatige cursist en de regelmatige leerling voor wie het Centrum de eindeleertijdsevaluatie organiseert, onder wie de regelmatige leerling die op zoek is naar een opleidingsbedrijf.

In artikel 25 wordt melding gemaakt van de regelmatige cursist en de regelmatige leerling voor wie het Centrum de jaarlijkse evaluatie organiseert, onder wie de regelmatige leerling die op zoek is naar een opleidingsbedrijf.

Hoofdstuk 6. Gemeenschappelijke bepalingen

Artikel 26 heft de "permanente" artikelen 1 tot 4, 6 tot 9, 11 en 12, 14 tot 18 en 20 tot 24 van het besluit van de Waalse Regering van 19 juni 2020 betreffende diverse bepalingen betreffende de organisatie van de doorlopende evaluatie, de examens en cursussen alsook de stageovereenkomsten van het IFAPME-net voor het opleidingsjaar 2019-2020 wegens COVID-19 op.

Hoofdstuk 7. Slotbepalingen

Artikel 27 bepaalt dat het besluit van de Waalse Regering van 1 september 2020 tot en met 31 december 2021 uitwerking heeft, met uitzondering van de bepalingen met betrekking tot het opleidingsjaar 2019-2020, die in werking treden op 1 december 2021 tot en met 31 december 2021.

Er wordt ook voorzien in een afwijking van artikel 14, lid 3, en artikel 16, lid 3, wat de duur betreft, om toe te staan dat examens worden afgenomen en de toezichthoudende commissie wordt gehouden na 31 december 2021 voor opleidingen in beroepen waarop gedurende lange tijd de lockdown van toepassing is geweest.

Raad van State Afdeling Wetgeving

Advies 69.245/2 van 7 mei 2021 over het ontwerp van besluit van de Waalse Regering 'betreffende diverse bepalingen betreffende de organisatie van de doorlopende evaluatie, de examens en cursussen alsook de stageovereenkomsten van het IFAPME-net in het kader van het beheer van de crisis COVID-19'

Op 12 april 2021 werd de Raad van State, afdeling wetgeving, door de Vice-Minister-President van de Waalse Regering en Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra van het Waalse Gewest verzocht binnen een termijn van dertig dagen advies uit te brengen over een ontwerp-besluit van de Waalse Regering 'betreffende diverse bepalingen betreffende de organisatie van de doorlopende evaluatie, de examens en cursussen alsook de stageovereenkomsten van het IFAPME-net in het kader van het beheer van de COVID-19- crisis'.

Het ontwerp werd door de tweede kamer onderzocht op 7 mei 2021. De kamer was samengesteld uit Pierre VANDERNOOT, voorzitter van de kamer, Patrick RONVAUX en Christine HOREVOETS, Staatsraden, Jacques ENGLEBERT, assessor, en Esther CONTI, toegevoegd griffier.

Verslag werd uitgebracht door Roger WIMMER, eerste auditeur.

Daar de adviesaanvraag is ingediend op grond van artikel 84, § 1, lid 1, 2°, van de wetten 'op de Raad van State', gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling wetgeving haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, tot de bevoegdheid van de steller van de akte en tot het voltooien van de voorafgaandelijke vormvereisten, overeenkomstig artikel 84, § 3, van voornoemde gecoördineerde wetten.

Op deze drie punten geeft het ontwerp aanleiding tot volgende bemerkingen.

Voorafgaande vormvereisten

Het advies van de Raad van State wordt gelijktijdig met het eensluidend advies van het College van de Franse Gemeenschapscommissie gevraagd.

Indien het ontwerp als gevolg van deze laatste raadpleging op andere punten dan de louter formele en los van de in dit advies behandelde punten zou worden gewijzigd, zou het opnieuw aan de afdeling Wetgeving moeten worden voorgelegd.

algemene opmerkingen

1. Het ontwerp beoogt de "wijziging" van het besluit van de Waalse Regering van 16 juli 1998 betreffende de stageovereenkomst in het kader van de permanente vorming van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen (hoofdstuk IV, artikel 26 in ontwerp), het besluit van de Waalse Regering van 31 augustus 2000 betreffende de vormingscursussen in de permanente vorming van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen (hoofdstuk III, (hoofdstuk III, artikelen 23 tot en met 25 in ontwerp) en het besluit van de Waalse Regering van 31 augustus 2000 betreffende de doorlopende evaluatie en de examens in de permanente vorming voor de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen (hoofdstuk II, artikelen 2 tot en met 22 in ontwerp)

De meeste bepalingen van het ontwerp voorzien in tijdelijke afwijkingen, hetzij voor het opleidingsjaar 2019-2020, hetzij voor het opleidingsjaar 2020-2021 (artikelen 2, 3, 5, 7-10, 16-19, 24 en 25), hetzij alleen voor het opleidingsjaar 2020-2021 (artikelen 6, 11-14, 20-22 en 26). De andere afwijkingen zijn niet beperkt tot één opleidingsjaar (artikelen 4, 15 en 23).

Het ontwerp zou uitwerking hebben op 1 september 2020, namelijk bij de aanvang van het opleidingsjaar 2020-2021, met uitzondering van de artikelen 2, lid 1, 7, lid 1, en 16, lid 1, die uitwerking hebben op 1 januari 2021.

2. Het besluit van de Waalse Regering van 19 juni 2020 betreffende diverse bepalingen betreffende de organisatie van de doorlopende evaluatie, de examens en cursussen alsook de stageovereenkomsten van het IFAPME-net voor het opleidingsjaar 2019-2020 wegens COVID-19 bevat reeds een reeks afwijkingen van de drie voornoemde besluiten van de Waalse Regering.

Dat besluit is in werking getreden op de dag van zijn bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*, namelijk op 6 juli 2020, met uitzondering van de artikelen 5, 10, 13 en 19, die van 14 maart 2020 tot en met 31 december 2020 (artikel 25) uitwerking hebben gehad.

In dat besluit is ofwel uitdrukkelijk bepaald dat deze afwijkingen alleen van toepassing zijn op het opleidingsjaar 2019-2020 (artikelen 2, 8, 15, 16 en 22 tot en met 24), ofwel volgt uit de bewoordingen van de tekst zelf dat de afwijkingen alleen van toepassing zijn op het opleidingsjaar 2019-2020 (artikelen 5 tot en met 7, 9 tot en met 14 en 17 tot en met 20).

Dat besluit van 19 juni 2020 bevat echter ook permanente bepalingen.

Dit is het geval voor de artikelen 3 en 21, volgens welke cursussen en examens A, B en I op afstand kunnen worden georganiseerd. Dit is ook het geval van artikel 4, dat artikel 5, § 1, van het besluit van de Waalse Regering van 31 augustus 2000 betreffende de doorlopende evaluatie en de examens in de permanente vorming voor de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen heeft vervangen.

Weliswaar bevat het besluit van 19 juni 2020 volgens de titel "diverse bepalingen [...] voor het opleidingsjaar 2019-2020 wegens COVID 19" (1).

In tegenstelling tot de regels van het dispositief heeft de titel van de akte evenwel geen normatieve betekenis. Bijgevolg heeft in geval van tegenstrijdigheid tussen de titel van het besluit en bepaling van het dispositief, deze laatste voorrang (2).

Uit het voorgaande volgt dat de artikelen 3, lid 1, 5 en 23 van het ontwerp, waarin de artikelen 3, 4 en 21 van het besluit van de Waalse Regering van 19 juni 2020 gedeeltelijk zijn overgenomen, moeten worden herzien.

3. Zoals hierboven vermeld, voorzien de artikelen 2, lid 1, 3, *partim*, 5, *partim*, 7, lid 1, 8, *partim*, 9, *partim*, 10, *partim*, 16, lid 1, 17, *partim*, 18, *partim*, 19, *partim*, 24, *partim* en 25, *partim*, van het ontwerp opnieuw in tijdelijke afwijkingen voor het opleidingsjaar 2019-2020.

Deze bepalingen zijn ofwel identiek aan die welke reeds zijn opgenomen in het besluit van de Waalse Regering van 19 juni 2020 (3), ofwel houden zij een impliciete wijziging in (4). Bijgevolg zijn de eerste bepalingen overbodig en moeten zij worden weggelaten, en moeten de tweede worden opgesteld in de vorm van wijzigingsbepalingen van het besluit van 19 juni 2020.

Bijzondere opmerkingen

Aanhef

1. Het ontwerp vindt rechtsgrond in de artikelen 5, § 1, 4^o, en 8, § 1, 4^o, en § 2, 1^o, van het samenwerkingsakkoord gesloten op 20 februari 1995 door de Franse Gemeenschapscommissie, de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest i.v.m. de permanente vorming van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen en de voogdij over het Instituut voor permanente vorming van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen.

Lid 1 moet derhalve op dit punt worden aangevuld.

2. Uit het aan de afdeling Wetgeving toegezonden dossier blijkt dat de Inspecteur van Financiën op 29 maart 2021 advies heeft uitgebracht en dat de Minister van Begroting op 1 april 2021 zijn instemming heeft gegeven.

Bijgevolg moet de vervulling van deze formaliteiten in de aanhef worden vermeld.

3. De leden 10 tot en met 23 horen veeleer thuis in het verslag aan de Regering.

Dispositief

Artikel 2

Artikel 1, 6^o, van het besluit van de Waalse Regering van 31 augustus 2000 betreffende de doorlopende evaluatie en de examens in de permanente vorming voor de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen bepaalt dat de regelmatige cursist, iemand is die daadwerkelijk ten minste twee derde van de tijdens het opleidingsjaar georganiseerde lessen heeft gevolgd.

Artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 71 van 18 december 2020 betreffende diverse bepalingen betreffende de organisatie van de doorlopende evaluatie, de examens en cursussen van het IFAPME-net wegens COVID-19 voegde er de volgende zin toe:

“Bij opschorting van de lessen wegens de maatregelen genomen in het kader van de COVID-19- pandemie wordt de opschortingsperiode niet in rekening genomen in de berekening van de twee derde.”.

Dat besluit van bijzondere machten nr. 71 dat het voorwerp uitmaakt van een ontwerp van bekrachtigingsdecreet (5), is van kracht van 1 september 2020 tot en met 31 maart 2021.

Uit het bovenstaande volgt dat lid 1 van de bepaling in kwestie moet worden weggelaten, zoals in de algemene opmerking nr. 3 in herinnering wordt gebracht, en dat lid 2 moet worden aangepast.

Artikelen 3, 5 en 7 tot 10

Er wordt verwezen naar de algemene opmerking nr. 3.

Artikel 11

In haar advies nr. 67.418/2 heeft de afdeling wetgeving hetgeen volgt bepaald (6):

“Artikel 4 is de enige bepaling van het ontwerp die beoogt een bestaand besluit te wijzigen.

Ook al volgt uit artikel 25 van het ontwerp dat punt 4^o ingevoegd bij artikel 4 in artikel 5, § 1, van het besluit van de Waalse regering van 31 augustus 2000 “betreffende de doorlopende evaluatie en de examens in de permanente vorming voor de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen” (hierna: het “evaluatie-besluit”), op 31 december 2020 uit het rechtsstelsel zal verdwijnen, zou het duidelijker zijn om, net als de andere bepalingen van het ontwerp, artikel 4 autonoom op te stellen en het Centrum voor de permanente vorming voor de Middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen de bevoegdheid te geven om ook de eindeleertijdsevaluatie voor “kandidaten voor een alternerende opleiding” te organiseren, naast de bevoegdheden die bedoeld Centrum heeft krachtens artikel 5, § 1, van het evaluatie-besluit.

De definitie die aan dit laatste begrip wordt gegeven bij artikel 1, 5^o, van het ontwerp zal bijgevolg gelden voor het aldus ontworpen artikel 4, wat niet het geval zou zijn indien het nieuwe punt 4^o zou worden ingevoegd in artikel 5, § 1, van het [evaluatie-besluit], zoals voorzien in de betrokken bepaling”.

Dezelfde opmerking geldt *mutatis mutandis* voor artikel 11 van het ontwerp.

Artikelen 16, 19 en 24 tot 25

Er wordt verwezen naar de algemene opmerking nr. 3.

Artikel 27

In dat artikel wordt bepaald dat het ontwerp uitwerking heeft op 1 september 2020, met uitzondering van de artikelen 2, lid 1, 7, lid 1, en 16, lid 1, die uitwerking hebben op 1 januari 2021.

Er wordt op gewezen dat bestuurshandelingen krachtens een algemeen rechtsbeginsel in de regel geen terugwerkende kracht hebben. Terugwerkende kracht kan evenwel gerechtvaardigd zijn indien de wet die toestaat. Indien ze niet bij de wet wordt toegestaan, is ze alleen aanvaardbaar bij wijze van uitzondering, inzonderheid wanneer dat nodig is voor de continuïteit van de openbare dienst of voor de regularisatie van een rechtstoestand of een feitelijke toestand en voor zover de vereisten inzake rechtszekerheid vervuld zijn en de individuele rechten geëerbiedigd worden.

De steller van het ontwerp dient zich ervan te vergewissen dat de rechtvaardiging voor de terugwerkende kracht van deze bepalingen binnen een van de bovengenoemde hypothesen valt.

De Griffier
Esther Conti
De voorzitter
Pierre Vandernoot

—
Nota's

(1) Artikel 25 van het ontwerp, dat aanleiding gaf tot het advies van de afdeling Wetgeving nr. 67.418/2 van 25 mei 2020 over een ontwerp dat het besluit van de Waalse regering van 19 juni 2020 is geworden betreffende diverse bepalingen 'betreffende de organisatie van de doorlopende evaluatie, de examens en cursussen alsook de stageovereenkomsten van het IFAPME-net voor het opleidingsjaar 2019-2020 wegens COVID-19, (<http://www.raadvst.conseildetat.be/dbx/avis/67418>) bepaalde het volgende:

"De artikelen 2 tot 23 van dit besluit hebben uitwerking van 18 mei 2020 tot en met 31 december 2020.

Artikel 24 heeft uitwerking tot 15 december 2020".

(2) Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten www.conseildetat.be, tabblad « Wetgevingstechniek », aanbeveling nr. 13.

(3) Zoals bijvoorbeeld de artikelen 2, eerste lid, 9 en 18 van het ontwerp, die de inhoud weergeven van de artikelen 2, 8, eerste lid, en 16, eerste lid, van het besluit van de Waalse Regering van 19 juni 2020 'betreffende de organisatie van de doorlopende evaluatie, de examens en cursussen alsook de stageovereenkomsten van het IFAPME-net voor het opleidingsjaar 2019-2020 wegens COVID-19'.

(4) Zoals bijvoorbeeld de artikelen 7, eerste lid, 10, 16, eerste lid, en 19 van het ontwerp dat impliciet de artikelen 6, b), 9, 14, b), en 17 van het besluit van de Waalse Regering van 19 juni 2020 'betreffende de organisatie van de doorlopende evaluatie, de examens en cursussen alsook de stageovereenkomsten van het IFAPME-net voor het opleidingsjaar 2019-2020 wegens COVID-19' wijzigt .

(5) Zie artikel 4 van het ontwerp van decreet houdende bekrachtiging van de besluiten van de Waalse Regering van bijzondere machten genomen in het kader van het beheer van de gezondheids crisis tijdens de tweede golf COVID-19 voor de aangelegenheden bedoeld in artikel 138 van de Grondwet. (Parl. St., Waals Parlement, 2020-2021, nr. 543/1, blz. 16).

(6) Advies nr. 67.418/2 van 25 mei 2020 over een ontwerp dat het besluit van de Waalse Regering van 19 juni 2020 is geworden 'betreffende diverse bepalingen 'betreffende de organisatie van de doorlopende evaluatie, de examens en cursussen alsook de stageovereenkomsten van het IFAPME-net voor het opleidingsjaar 2019-2020 wegens COVID-19'.

—
27 MEI 2021. — Besluit van de Waalse Regering betreffende diverse bepalingen betreffende de organisatie van de doorlopende evaluatie, de examens en cursussen alsook de stageovereenkomsten van het IFAPME-net in het kader van het beheer van de crisis COVID-19

De Waalse Regering,

Gelet op het samenwerkingsakkoord gesloten op 20 februari 1995 door de Franse Gemeenschapscommissie, de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest i.v.m. de permanente vorming van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen en de voogdij over het Instituut voor permanente vorming van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen, gewijzigd bij de aanhangsels van 4 juni 2003 en 27 maart 2014, artikelen 5, § 1, 4°, en 8, § 1, 4°, en § 2, 1°;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 16 juli 1998 betreffende de stageovereenkomst in het kader van de permanente vorming van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 31 augustus 2000 betreffende de doorlopende evaluatie en de examens in de permanente vorming voor de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 31 augustus 2000 betreffende de vormingscursussen in de permanente vorming van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 19 juni 2020 betreffende diverse bepalingen betreffende de organisatie van de doorlopende evaluatie, de examens en cursussen alsook de stageovereenkomsten van het IFAPME-net voor het opleidingsjaar 2019-2020 wegens COVID-19;

Gelet op het rapport van 16 maart 2021, opgesteld overeenkomstig artikel 4, 2°, van het decreet van 3 maart 2016 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehadt en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet;

Gelet op het gunstig advies van het beheerscomité van het "IFAPME", gegeven op 24 maart 2021;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 29 maart 2021;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 1 april 2021 ;

Gelet op het eensluidend advies van het College van de Franse Gemeenschapscommissie, gegeven op 22 april 2021;

Gelet op advies 69.245/2 van de Raad van State, gegeven op 7 mei 2021, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van het "IFAPME";

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Begripsomschrijvingen*

Artikel 1. Dit besluit regelt overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet een aangelegenheid bedoeld in artikel 127 ervan.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1° het erkende opleidingscentrum : het opleidingscentrum bedoeld in artikel 2, 12°, van het decreet van 17 juli 2003 houdende oprichting van een " Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises " (Waals instituut voor alternerende opleiding, zelfstandigen en kleine en middelgrote ondernemingen);

2° het evaluatie-besluit: het besluit van de Waalse Regering van 31 augustus 2000 betreffende de doorlopende evaluatie en de examens in de permanente vorming voor de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen;

3° het cursus-besluit: het besluit van de Waalse Regering van 31 augustus 2000 betreffende de vormingscursussen in de permanente vorming van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen;

4° het Instituut: het Instituut opgericht krachtens het decreet van 17 juli 2003 tot oprichting van een "Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et des petites et moyennes entreprises";

5° de regelmatige leerling die op zoek is naar een opleidingsbedrijf: de leerling die de cursussen algemene kennis en de cursussen beroepskennis of de cursussen geïntegreerde kennis in een erkend opleidingscentrum volgt en die een alternerend contract wenst te sluiten.

HOOFDSTUK II. — *Afwijkingen van het besluit van de Waalse Regering van 31 augustus 2000 betreffende de doorlopende evaluatie en de examens in de permanente vorming voor de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen*

Afdeling 1 — Gemeenschappelijke bepalingen

Art. 3. Voor het opleidingsjaar 2019-2020 is de in artikel 1, 6°, van het evaluatie-besluit bedoelde regelmatige cursist, de cursist die ten minste twee derde van de cursussen georganiseerd tot 13 maart 2020 heeft gevolgd.

Art. 4. Voor de opleidingsjaren 2019-2020 en 2020-2021 kunnen de in artikel 4, tweede lid, van het evaluatie-besluit bedoelde examens op afstand worden georganiseerd, indien de gezondheidssituatie dit vereist, de praktische modaliteiten dit toelaat en na positief advies van de pedagogisch adviseur voor elke betrokken opleiding en voor elk erkend opleidingscentrum.

Art. 5. Voor de opleidingsjaren 2019-2020 en 2020-2021 stelt het Instituut een lijst op van opleidingen in de door de gezondheidscrisis COVID-19 getroffen beroepen waarvoor het C-examen en de beoordelingen van de eenheden van leerresultaten mogen worden georganiseerd buiten de in het evaluatie-besluit vastgestelde termijnen.0)

Afdeling 2- — Evaluatie aan het einde van de leertijd

Art. 6. Voor het opleidingsjaar 2021-2021 worden de evaluaties van de algemene kennis, beroepskennis en geïntegreerde kennis bedoeld in artikel 16 van het evaluatie-besluit georganiseerd over de vakcursussen die face-to-face of op afstand werden verstrekt.

Art. 7. Voor het opleidingsjaar 2019-2020 vinden de zittijden voor de C-examens en de beoordelingen van de eenheden van leerresultaten die zijn uitgesteld in verband met de gezondheidscrisis COVID-19, in afwijking van artikel 7 van het evaluatie-besluit, plaats tot en met 30 november 2021.

Voor het opleidingsjaar 2020-2021 en in afwijking van artikel 7 van het evaluatie-besluit:

1° vinden de eerste en tweede zittijden voor de A-, B- en I-examens plaats tot en met 30 september 2021;

2° vinden de zittijden voor de C-examens en de beoordelingen van de eenheden van leerresultaten plaats tot en met 30 november 2021.

Art. 8. Voor de opleidingsjaren 2019-2020 en 2020-2021 en in afwijking van artikel 8, § 2, van het evaluatie-besluit schrijft het erkende opleidingscentrum de volgende personen voor het C-examen in :

1° de regelmatige cursist die in het laatste vormingsjaar ingeschreven is;

2° de regelmatige cursist bedoeld in artikel 5, § 1, 3°, van het evaluatie-besluit;

3° de regelmatige leerling die op zoek is naar een opleidingsbedrijf.

Art. 9. Voor de opleidingsjaren 2019-2020 en 2020-2021 wordt de in artikel 13 van het evaluatie-besluit bedoelde vergadering van de raad van vormingswerkers face-to-face of op afstand gehouden. Wat het diploma waarmee de opleiding wordt afgesloten betreft, beslist de raad van vormingswerkers over het succes, over de tweede zitting of, op basis van een gedetailleerd met redenen omkleed advies, over het falen van de leerling.

Hij vergadert uiterlijk op 30 november 2021.

Na de vergadering van de raad van vormingswerkers wordt de vergadering van de in artikel 19 van het evaluatie-besluit bedoelde toezichthoudende commissie face-to-face of op afstand uiterlijk op 15 december 2021 gehouden.

Afdeling 3 — Evaluatie tijdens de leertijd

Art. 10. Voor het opleidingsjaar 2021-2021 worden de evaluaties van de algemene kennis, beroepskennis en geïntegreerde kennis bedoeld in artikel 16 van het evaluatie-besluit georganiseerd over de vakcursussen die face-to-face of op afstand werden verstrekt.

In afwijking van artikel 16 van het evaluatie-besluit worden de eerste en tweede zittingen voor de A-, B- en I-examens tot en met 30 september 2021 georganiseerd.

Art. 11. Voor het opleidingsjaar 2021-2021 wordt de in artikel 34 van het evaluatie-besluit bedoelde vergadering van de raad van vormingswerkers face-to-face of op afstand georganiseerd.

De Raad van vormingswerkers beslist over de toelating van de leerling in het hogere studiejaar met of zonder aanbeveling, of over de weigering van zijn toegang tot het hogere studiejaar op basis van een gedetailleerd met redenen omkleed advies.

Hij vergadert uiterlijk op 30 november 2021.

Art. 12. Voor het opleidingsjaar 2020-2021 wordt de vergadering van de in artikel 19 van het evaluatie-besluit bedoelde toezichthoudende commissie face-to-face of op afstand gehouden.

In afwijking van artikel 19 van het evaluatie-besluit wordt de vergadering van de toezichthoudende commissie uiterlijk op 15 december 2021 gehouden.

Afdeling 4 — Evaluatie aan het einde van de vorming van bedrijfsleider

Art. 13. Voor het opleidingsjaar 2021-2021 worden de evaluaties van de basiskennis van het bedrijfsbeheer, van de beroepskennis en geïntegreerde kennis bedoeld in artikel 27 van het evaluatie-besluit face-to-face of op afstand georganiseerd.

Art. 14. Voor het opleidingsjaar 2019-2020 vinden de zittingen voor de C-examens en de beoordelingen van de eenheden van leerresultaten die in verband met de gezondheids crisis COVID-19 zijn uitgesteld, in afwijking van artikel 28 van het evaluatie-besluit, plaats tot en met 30 november 2021.

Voor het opleidingsjaar 2020-2021 worden de zittingen voor de opleidingen in een beroep waarop, op de datum van bekendmaking van dit besluit, reeds de exitstrategie uit de COVID-19-gezondheids crisis van toepassing is, in afwijking van artikel 28 van het evaluatie-besluit, als volgt georganiseerd:

1° de eerste en tweede zittingen voor de A-, B- en I-examens vinden plaats tot en met 30 september 2021;

2° de zittingen voor de C-examens en de beoordelingen van de eenheden van leerresultaten vinden plaats tot en met 30 november 2021.

Voor het opleidingsjaar 2020-2021 worden de zittingen voor de opleidingen in een beroep waarop, op de datum van bekendmaking van dit besluit, reeds de exitstrategie uit de COVID-19-gezondheids crisis van toepassing is, in afwijking van artikel 28 van het evaluatie-besluit, als volgt georganiseerd:

1° de eerste en tweede zittingen voor de A-, B- en I-examens vinden plaats tot en met 30 september 2021;

2° de zittingen voor de C-examens en de beoordelingen van de eenheden van leerresultaten vinden plaats binnen zes maanden na de exitstrategie.

Art. 15. Voor de opleidingsjaren 2019-2020 en 2020-2021 en in afwijking van artikel 29, § 2, van het evaluatie-besluit kan het centrum, wegens de opschorting van de stages na de COVID-19-crisis, de kandidaat voor het C-examen inschrijven, die voldoende praktische ervaring kan aantonen overeenkomstig de door het Instituut vastgestelde voorwaarden en modaliteiten.

Art. 16. Voor de opleidingsjaren 2019-2020 en 2020-2021 wordt de in artikel 34 van het evaluatie-besluit bedoelde vergadering van de raad van vormingswerkers face-to-face of op afstand gehouden. Wat het diploma waarmede de opleiding wordt afgesloten betreft, beslist de raad van vormingswerkers over het succes, over de tweede zitting of, op basis van een gedetailleerd met redenen omkleed advies, over het falen van de cursist.

Hij vergadert uiterlijk op 30 november 2021.

Na de in het eerste lid bedoelde vergadering van de raad van vormingswerkers wordt de vergadering van de in artikel 19 van het evaluatie-besluit bedoelde toezichthoudende commissie face-to-face of op afstand uiterlijk op 15 december 2021 gehouden.

Voor de C-examens en de beoordelingen van de eenheden van leerresultaten georganiseerd in toepassing van artikel 14, paragraaf 3, van dit besluit, wordt de vergadering van de toezichthoudende commissie face-to-face of op afstand gehouden binnen de vijftien dagen volgend op de datum van het C-examen of de beoordelingen van de eenheden van leerresultaten.

Afdeling 5 — Evaluatie tijdens de vorming van bedrijfsleider

Art. 17. Voor het opleidingsjaar 2020-2021 worden de eerste en tweede zittingen voor de A-, B- en I-examens, in afwijking van artikel 16 van het evaluatie-besluit, tot en met 30 september 2021 georganiseerd.

Art. 18. Voor het opleidingsjaar 2021-2021 worden de evaluaties van de basiskennis van het bedrijfsbeheer, de beroepskennis en geïntegreerde kennis bedoeld in artikel 37 van het evaluatie-besluit georganiseerd over de vakcursussen die face-to-face of op afstand werden verstrekt.

Art. 19. Voor het opleidingsjaar 2021-2021 wordt de in artikel 40 van het evaluatie-besluit bedoelde vergadering van de raad van vormingswerkers face-to-face of op afstand gehouden. De Raad van vormingswerkers beslist over de toelating van de cursist in het hogere studiejaar met of zonder aanbeveling, of over een tweede zitting of over de weigering van zijn toegang tot het hogere studiejaar op basis van een gedetailleerd met redenen omkleed advies.

Hij vergadert uiterlijk op 30 november 2021.

Na de in het eerste lid en het tweede lid bedoelde vergadering van de raad van vormingswerkers wordt de vergadering van de in artikel 19 van het evaluatie-besluit bedoelde toezichthoudende commissie face-to-face of op afstand uiterlijk op 15 december 2021 gehouden.

HOOFDSTUK III. — *Afwijkingen van het besluit van de Waalse Regering van 31 augustus 2000 betreffende de vormingscursussen in de permanente vorming van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen*

Art. 20. Voor de opleidingsjaren 2019-2020 en 2020-2021 kunnen de in het cursus-besluit bedoelde cursussen op afstand of face-to-face georganiseerd worden.

In het geval van afstandcursussen neemt het erkende opleidingscentrum maatregelen om de toegang tot deze cursussen voor alle betrokken leerlingen te waarborgen.

Art. 21. Voor de opleidingsjaren 2019-2020 en 2020-2021 zal het erkende opleidingscentrum met betrekking tot de leercursussen bijkomende cursussen beroepspraktijk voor de door het Instituut bepaalde beroepen organiseren om de leerlingen in staat te stellen hun leertijd in de volgende jaren voort te zetten of hun C-examen of de beoordelingen van de eenheden van de leerresultaten voor te bereiden.

Art. 22. Voor de opleidingsjaren 2019-2020 en 2020-2021 zal het erkende opleidingscentrum met betrekking tot de cursussen voor een opleiding tot bedrijfsleider bijkomende cursussen beroepspraktijk voor de door het Instituut bepaalde beroepen face-to-face organiseren om de cursisten in staat te stellen hun leertijd in de volgende jaren voort te zetten of hun C-examen of de beoordelingen van de eenheden van de leerresultaten voor te bereiden.

HOOFDSTUK IV. — *Afwijkingen van het besluit van de Waalse Regering van 16 juli 1998 betreffende de stageovereenkomst in het kader van de permanente vorming van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen*

Art. 23. In afwijking van artikel 13, § 2, van het besluit van de Waalse Regering van 16 juli 1998 betreffende de stageovereenkomst in het kader van de permanente vorming van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen kan de overgang naar de hogere schaal, wanneer het opleidingsjaar 2020-2021 na 30 september 2020 afloopt, pas worden gemaakt na de beslissing van de raad van vormingswerkers.

HOOFDSTUK V — *Wijzigingsbepalingen*

Art. 24. Voor de opleidingsjaren 2019-2020 en 2020-2021 wordt paragraaf 1 van artikel 5 van het besluit van de Waalse Regering van 31 augustus 2000 betreffende de doorlopende evaluatie en de examens in de permanente vorming voor de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen vervangen als volgt:

“§ 1. Het Centrum organiseert de eindeleertijdsevaluatie voor :

1° de leerling die verbonden is door een contract alternerend leren. De evaluatie vindt plaats in de loop van het jaar waarin het contract alternerend leren eindigt;

2° de regelmatige cursist die de leercursussen volgt en die, zonder aan de in 1° bedoelde voorwaarde te voldoen, een praktijkvorming volgt die gelijkwaardig is aan die van het contract alternerend leren.

3° de afgewezen regelmatige cursist die voor 31 januari van het evaluatiejaar een schriftelijke aanvraag indient bij het Centrum;

4° de leerling die de cursussen algemene kennis en de cursussen beroepskennis of de cursussen geïntegreerde kennis in een erkend opleidingscentrum volgt en die een alternerend contract wenst te sluiten.

Wat het eerste lid betreft, vindt de evaluatie plaats in de loop van het jaar waarin deze opleiding eindigt. ”.

Art. 25. Voor het opleidingsjaar 2020-2021 wordt paragraaf 1 van artikel 15 van het besluit van de Waalse Regering van 31 augustus 2000 betreffende de vormingscursussen in de permanente vorming van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen vervangen als volgt:

“§ 1. Het Centrum organiseert een jaarlijkse evaluatie voor:

1° de leerling die verbonden is door een contract alternerend leren;

2° de regelmatige cursist die de leercursussen volgt en die aan de in 1° bedoelde voorwaarde niet voldoet;

3° de leerling die de cursussen algemene kennis en de cursussen beroepskennis of de cursussen geïntegreerde kennis in een erkend opleidingscentrum volgt en die een alternerend contract wenst te sluiten. ”.

HOOFDSTUK VI. — *Opheffingsbepalingen*

Art. 26. De artikelen 1 tot 4, 6 tot 9, 11 en 12, 14 tot 18 en 20 tot 24 van het besluit van de Waalse Regering van 19 juni 2020 betreffende diverse bepalingen betreffende de organisatie van de doorlopende evaluatie, de examens en cursussen alsook de stageovereenkomsten van het IFAPME-net voor het opleidingsjaar 2019-2020 wegens COVID-19 worden opgeheven.

HOOFDSTUK VII. — *Slotbepalingen*

Art. 27. Dit besluit heeft uitwerking op 1 september 2020 en houdt op uitwerking te hebben op 31 december 2021.

In afwijking van het eerste lid hebben artikel 7, eerste lid, en artikel 14, eerste lid, uitwerking op 1 december 2020 en houden ze uitwerking te hebben op 31 december 2021.

In afwijking van het eerste lid hebben artikel 14, derde lid, en artikel 16, derde lid, uitwerking op 1 september 2020 en behouden ze hun uitwerking tot de organisatie van de toezichthoudende commissie

Art. 28. De Minister bevoegd voor de alternerende opleiding, zelfstandigen en kleine en middelgrote ondernemingen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 27 mei 2021.

Voor de Regering:

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën,
Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,
W. BORSUS